

# Communiqué de presse

Agression d'une ASCT de la SNCF, le 3 janvier 2017, et conséquences

Hier, mardi 3 janvier, vers 15h00, une Chef de Bord de la SNCF fait l'objet d'une agression verbale et de menaces de mort, lors de l'arrêt d'un train en gare d'Uckange. D'après la SNCF, il s'agit de la 3ème agression de la sorte, qui ait lieu dans cette gare, depuis Noël (des sources syndicales nous apprennent que 16 agressions de toutes sortes ont eu lieu sur divers points du territoire lorrain, envers les agents SNCF dans les trains ou en gares, depuis cette date).

En fin d'après-midi, une partie des personnels d'accompagnement de la SNCF de Metz, déclarent faire usage de leur droit de retrait, et cessent le travail, ce qui a pour conséquence la quasi paralysie du trafic, dans les deux sens, sur la ligne 1 du TER de Nancy, à Luxembourg-ville.

Cette situation perturbée se poursuit ce matin, 4 janvier, sur tout le réseau TER Lorraine, avec un retour à la normale qui n'est pas attendu avant cet après-midi, au mieux. Il est à noter que 96 trains ont été supprimés ce matin sur l'ensemble de la région. Ceux qui ont circulé ont eu des retards qu'on peut qualifier de raisonnables, compte tenu des circonstances.

Ces faits appellent de notre part les commentaires suivants:

**Nous condamnons sans réserves, et de manière très ferme, les violences de quelque nature que ce soit, envers le personnel de la SNCF.** Les violences quelles qu'elles soient, sont intolérables !

Nous adressons un message de sympathie à la victime de cette agression, et espérons qu'elle va bien. Qu'elle se sache soutenue par les usagers de la ligne !

Compte tenu de l'heure des faits, l'auteur n'est sans doute pas une personne abonnée qui utilise le train pour se rendre à son travail. Seule l'enquête de Gendarmerie, dont nous espérons qu'elle aboutira à l'identification de l'auteur, pourra nous en donner confirmation. Mentionnons cependant qu'à l'heure des faits des « marginaux » empruntent fréquemment cette ligne en commettant des incivilités, des dégradations, et voyagent généralement en fraude. Les frictions entre personnel SNCF et ces personnes sont fréquentes et connues de la SNCF.

L'immense majorité des usagers, clients de la SNCF, se pose dès lors la question de la proportionnalité de l'exercice de ce droit de retrait.

En effet, si on peut comprendre que de tels faits provoquent une réaction de la part du personnel de la SNCF, le moyen utilisé est une nouvelle fois, très mal choisi ! En agissant ainsi, les agents SNCF ayant fait valoir leur droit de retrait, ont certes manifesté un mécontentement légitime et justifié, mais les conséquences de l'exercice de ce droit ont été, et sont encore ce matin, telles, que près de 20.000 voyageurs ont subi de lourdes conséquences, sur leur vie personnelle et professionnelle.

Nous déplorons cela, même si ce n'est pas nouveau ! Nous ignorons pour l'instant si cette action est coordonnée ou non par des syndicats, ou si elle est le fruit d'une réaction « à chaud » d'individus qui se sont réunis spontanément, pour faire entendre leur désarroi légitime.

Une chose est certaine, ce n'est pas en prenant les voyageurs en otage, qu'on résout le problème d'insécurité pour les agents SNCF, comme pour les voyageurs !

Il serait temps que les cheminots, pour qui nous avons le plus grand respect, et les syndicats en particulier, comprennent qu'ils ont d'avantage à gagner en s'associant aux usagers, qu'à se les mettre à dos. Cette attitude est génératrice de frustrations, qui génèrent des rancœurs, et ces rancœurs aboutissent, dans des cas extrêmes, à des comportements agressifs voire violents...

Les revendications qui découlent de ce qui précède sont les suivantes:

Ce nouveau et triste fait divers est lamentable, et, encore une fois, nous condamnons très fermement cette agression !

Cependant, tous les protagonistes doivent selon nous en tirer les conséquences, et prendre conscience de l'urgence à agir, pour rétablir une situation acceptable pour tous.

Nous appelons aujourd'hui les personnels de la SNCF, qu'ils soient syndiqués ou non, à nous rejoindre. Nous menons le même combat qu'eux, pour un service public de transport de voyageurs de qualité, c'est-à-dire un service public disposant de suffisamment de moyens matériels et personnels pour continuer à accomplir sa mission dans de bonnes conditions !

Nous enjoignons les décideurs politiques, Région Grand-est en tête, à prendre toutes leurs responsabilités et à se donner les moyens et de poursuivre les efforts entrepris pour permettre la continuité de service du TER Lorraine.

Nous demandons enfin à la SNCF, de cesser sa politique désastreuse, consistant à déshumaniser le transport ferroviaire de proximité, en fermant les accueils en gare, en enlevant les contrôleurs à bord des trains. Nous sommes totalement opposés à l'idée de supprimer les ASCT à bord des trains car ils y jouent un rôle de premier plan, en termes d'information client, de sécurité, et de lutte contre la fraude.

En outre, La SNCF tend de plus en plus à recourir à des « brigades de contrôle » opérant à quai, avec l'appui de Sureté ferroviaire (SUGE). Or ces contrôles à quai n'ont qu'une efficacité très limitée face à la fraude, et sont très vexantes pour l'immense majorité des voyageurs qui sont en règle. Nous demandons que ces brigades soient employées à bord des trains avec ou sans l'appui de la SUGE, ce qui permettrait de garantir la sécurité du personnel SNCF et des voyageurs, tout en luttant efficacement contre la fraude !

Enfin, nous appelons tous les décideurs locaux, élus et chefs d'entreprise du sillon lorrain, à soutenir publiquement l'action de notre association, dans l'intérêt de leurs administrés et employés. De la sauvegarde des conditions de circulation des travailleurs dépendent en effet nombre d'emplois et retombées économiques pour toute la région.

Nous nous tenons à la disposition de tous ces interlocuteurs, pour en échanger de manière responsable et constructive.

Henry Delescaut, secrétaire-général de l'AVTERML